

## **Appel de la Conférence - Pour un bac en juin !**

*Rassemblement le mercredi 25 janvier après-midi, à 15h30 à proximité du ministère de l'Éducation nationale.*

Sourd à la demande partagée par la Conférence des associations de professeurs spécialistes et la très grande majorité des organisations syndicales, le ministère s'obstine à maintenir en mars l'examen « terminal » des épreuves de spécialité.

L'impossibilité de ce calendrier imposé par Parcoursup saute pourtant aux yeux des professeurs et des inspections pédagogiques. Instruits par l'expérience de l'an passé, les professeurs n'ont eu de cesse d'expliquer au ministère les effets délétères que ce calendrier ne manquera pas de produire.

En maintenant envers et contre tous ce calendrier, le ministère empêche les professeurs d'enseigner les programmes de manière sereine et approfondie. En effet, ce calendrier contraint les élèves à mener de front leurs révisions et la finalisation de leur dossier Parcoursup. Il expose les établissements à la désorganisation des cours pendant la semaine où les candidats passeront leurs épreuves, alors que l'année scolaire sera loin d'être achevée. Il favorisera, de surcroît, l'absentéisme des élèves dès le mois de mars : l'épreuve du grand oral, dont les attendus sont très flous, ne suffira pas à mobiliser les élèves. L'épreuve de philosophie se trouvera donc isolée et les élèves ne pourront acquérir, au troisième trimestre, les apprentissages et les méthodes pourtant nécessaires à leur réussite dans l'enseignement supérieur. Ce calendrier, enfin, portera, un lourd préjudice à l'équité qu'un examen doit garantir, puisque les candidats, dans chacune de leur spécialité, devront composer sur deux sujets différents, pour des raisons d'organisation.

L'obstination du ministère est incompréhensible et contredit les ambitions qu'il affiche. Peut-on prétendre mieux préparer les élèves à leurs études supérieures quand il faut traiter des programmes dans l'urgence ? Peut-on prétendre « sanctuariser l'épreuve de philosophie » quand on la vide de son enjeu ? Peut-on prétendre « régénérer le Baccalauréat » grâce à une épreuve d'oral que des élèves démobilisés sont supposés préparer, qui plus est, sans qu'aucune heure ne soit dévolue à cette préparation ? Peut-on prétendre veiller au « bien-être » des élèves en leur infligeant des révisions dans une période que la procédure Parcoursup rend particulièrement chargée et anxiogène ?

Aussi, la Conférence des associations des professeurs spécialistes demande au ministère, une fois encore, de revenir sur ce calendrier intenable.

**Il n'est pas trop tard pour faire entendre une voix raisonnable et défendre les intérêts des élèves. Aussi la conférence appelle-t-elle les professeurs à se rassembler le 25 janvier à 15h30, à proximité du Ministère de l'EN pour obtenir le report des épreuves de spécialité au mois de juin.**

Associations signataires : APSES, APPEP, APLV, UdPPC, UPBM, APBG, APLettres, APSMS